

## Conclusions Assises Martigues 2020

Chers camarades,

Quelques mots pour, plutôt que conclure, souligner certains aspects de nos échanges et nous projeter dans l'avenir.

Avant cela, je pense que l'on peut remercier nos camarades de l'Union départementale des Bouches-du-Rhône, les militantes et militants qui ont permis de rendre possible la tenue de ces Assises, malgré les conditions que l'on sait, et la rapidité extrême qu'il a fallu mettre en œuvre aussitôt après le succès des marches pour l'emploi et la dignité qui ont trouvé leur point d'orgue dans la manifestation nationale le 17 octobre dernier. Un grand merci à eux.

Durant ces Assises auront été abordés l'essentiel des sujets qui touchent l'ensemble du monde du travail d'aujourd'hui, une société marquée au fer par son mode particulier de production qu'est le capitalisme.

La lutte, c'est la vie. C'est vrai dans l'ensemble des domaines qui touchent notre existence, les domaines économique, social, environnemental, les questions touchant l'école et l'université, la santé, les questions sociétales comme l'égalité femmes-hommes, les LGBT, la diversité, le soutien aux migrants et aux sans-papiers, la lutte contre la xénophobie...

Sur l'ensemble de ces sujets, notre substance doit rester notre analyse de classe.

L'analyse de classe, c'est notre lumière politique, celle qui éclaire la totalité des enjeux auxquels nous sommes confrontés, y compris par exemple, les droits humains, avec notamment le droit à disposer d'un environnement sain et de qualité. Si on oublie l'analyse de classe, on transforme totalement notre action qui se limite, du coup, à deux choses :

- Gagner ce qui est gagnable au périmètre des seules entreprises, autrement dit, faire du réformisme syndical, ce qui peut être considéré par certains comme déjà notable. Ou pire encore, du choix de

l'accompagnement de la politique rétrograde des patrons et du gouvernement.

- Et pour ce qui concerne l'extérieur de l'entreprise, s'en tenir aux questions sociétales, du type lutte contre le racisme ou pour l'environnement. On remplace alors notre action confédérale, c'est-à-dire notre action nationale interprofessionnelle, par un activisme de type ONG, où la construction du rapport de forces est remplacée par la réalisation de constats et la signature de tribunes qui se limite au monde des idées. Or, comme l'écrivait Emile Pouget, co-rédacteur de la Chartes d'Amiens, à l'aube de notre CGT il y a plus de cent ans, « contre la force brutale, l'idée, réduite à ses seuls moyens de persuasion, est vaincue d'avance ».

Si on oublie notre analyse de classe, on arrive inmanquablement à appeler à voter Macron pour faire barrage à l'extrême-droite, on arrive à choisir la peste plutôt que le choléra, à choisir le nom de notre exploiteur.

L'analyse de classe, au contraire, nous permet d'y voir clair sur le rouleau compresseur qui nous accable et sur l'apparente inaction, ou l'insuffisante réaction du monde du travail, et des citoyens en général.

La grande crise capitaliste nous traverse depuis 2008, elle montre l'incapacité de la version ultra-libérale du capitalisme, initiée par Reagan et Thatcher, à répondre à ses propres contradictions. Le taux de profit baisse inéluctablement, ce qui justifie aux yeux de ceux qui possèdent les moyens de production, l'augmentation des inégalités, la baisse des salaires et de la protection sociale, la précarité et le chômage, et la division mondiale du travail. Cette crise montre son visage le plus cru avec le révélateur qu'est la pandémie du Covid-19.

Rien n'arrête la machine infernale du Capital, cela a été largement illustré lors de ces Assises, jusqu'à sacrifier la vie, la santé des salariés, jusqu'à remettre en cause la capacité des travailleurs, des retraités, ou des jeunes, à tout simplement conserver dignité, humanité et autonomie de vie. La pression sur le financement de notre Sécurité sociale en fait partie, l'armée de réserve des chômeurs utilisée pour peser sur les revenus de celles et ceux qui ont un emploi également. Dans ce contexte, le capitalisme, compte tenu de sa

structure même, n'a pas d'autre choix qu'une fuite en avant. Prétendre qu'il y a une voie intermédiaire, c'est tromper les travailleurs ou se tromper soi-même.

La période est celle de grands bouleversements, d'accélération et de clarification politique. Nous vivons un cataclysme social, économique, culturel, politique, environnemental. Il s'agit d'une évolution à hauts risques mais qui est aussi faite d'opportunités.

Nous avons besoin, nous l'avons vu, d'un sursaut de notre classe sociale, pour se placer en légitime défense. Le développement d'une autre stratégie de luttes, en particulier dans notre CGT, pour inverser la dynamique des reculs sociaux sur le plan interprofessionnel, participe de la même exigence.

Au final, l'alternative qui nous est posée est celle du type de syndicalisme que nous devons développer : Le syndicalisme du possible ou bien le syndicalisme du nécessaire ? La CGT partant systématiquement de la réponse aux besoins, c'est bien ce qui est nécessaire qu'il nous faut mettre en œuvre.

Il nous faut marteler cette exigence de changement de société, auprès des travailleurs, auprès de citoyens, des étudiants, des retraités, et même, auprès de nos camarades dans la CGT, qui semblent avoir oublié pour certains, à quoi sert l'outil que les Fédérations et les Bourses du Travail ont bâti en 1895 et qui se nomme Confédération Générale du Travail.

A partir de cet objectif, quand on sait où l'on veut aller, et qu'on sait d'où on part, on peut tracer un chemin et déterminer la manière de s'y rendre, en établissant des étapes. On peut également, déterminer de la manière dont il faut nous organiser pour y parvenir.

Organiser le syndicalisme interprofessionnel et intergénérationnel, cela signifie ne pas recréer ou laisser perdurer un syndicalisme de spécificités que l'histoire sociale nous a conduits à mettre en œuvre. Agir toutes les professions ensemble ; Agir actifs, privé d'emploi, jeunes et retraités ensemble, c'est affirmer que les revendications sont les mêmes, qu'elles sont communes, qu'on parle le même langage et qu'on agit sur ce qui nous unifie plutôt que sur ce qui nous différencie. C'est refuser les corporatismes et penser que les autres vont se battre à notre place pour nos revendications. C'est se doter d'un objectif unique et commun et partagé. Cet objectif unique,

c'est le projet de société CGT. Il existe, il est interprofessionnel, il trace les lignes d'une société basée, non sur le capitalisme, mais clairement sur ce qu'il est convenu d'appeler le socialisme, débarrassé des chaînes de l'exploitation.

Cette dimension globale de l'analyse est insuffisamment prise en compte dans nos rangs. Cela pose le problème de savoir où nous plaçons la barre des changements nécessaires si l'on veut prétendre inverser la tendance actuelle.

Cela peut paraître de grandes phrases mais souvenons-nous de notre histoire les camarades. Tout fut conquis de haute lutte, notre classe sociale est allée chercher les garanties dont elle bénéficie en les arrachant une à une au patronat et à son commanditaire, l'Etat capitaliste. Même fortement dégradées comme aujourd'hui, ces garanties dont nous bénéficions, étaient vues comme des utopies inatteignables par nos anciens il y a cent ans. Et pourtant elles existent aujourd'hui, ce qui démontre notre immense force. Les utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain, mais encore faut-il avoir ces utopies comme objectifs, car celui qui n'a pas d'objectif ne risque pas de les atteindre.

C'est l'objectif politique qui doit commander la forme d'organisation et non l'inverse comme aujourd'hui. Cette réflexion est vraie pour les syndicats, CGT comprise mais aussi pour les partis politiques.

La stratégie des luttes et la manière de nous organiser découle des objectifs qu'on se donne. L'outil est toujours adapté à sa finalité. Suivant qu'on veut faire de la menuiserie ou de la maçonnerie, l'outil utilisé sera différent et adapté au but poursuivi. De même dans le syndicalisme, un syndicalisme de lutte des classes pour un changement de société, ou un syndicalisme d'accompagnement sans changement de régime économique, ne nécessitent pas la même organisation, ni la même stratégie.

La construction du rapport de forces nécessaire à un changement de société passe obligatoirement par la bataille des idées d'abord, celle qui pose clairement une rupture avec le système capitaliste, ancrée dans les problématiques quotidiennes des travailleurs. C'est la fameuse « double besogne » de notre Charte d'Amiens, c'est-à-dire articuler en permanence les revendications immédiates à l'objectif de changement de société.

Dans ce contexte, notre responsabilité, c'est de donner des perspectives concrètes aux travailleurs. Car si nous ne le faisons pas, les seuls à leur donner des perspectives, même si elles sont d'une toute autre nature, ce sont les forces de l'extrême-droite. Pour faire la clarté dans le clair-obscur entre la fin d'un monde et l'émergence du nouveau, que nous rappelait un camarade ce matin, et éviter l'émergence de monstres, il nous faut résolument combattre toutes les formes de divisions qui sont à la base de la montée de la violence dans la société, les ostracismes et la désignation de boucs émissaires, qui n'ont pour effet que la perpétuation du modèle capitaliste.

C'est aussi par des perspectives politiques et syndicales lisibles, claires et pour tout dire, radicales, que passera le renforcement de notre CGT, dont de moins en moins de travailleurs voient aujourd'hui l'utilité.

Ces perspectives, ce que nous devons construire, doivent amener l'élévation du rapport de forces. La bataille des idées en constitue la base, la stratégie des luttes en est le moyen. Cette démarche 2.0, obligatoirement articulée avec le champ politique, ce n'est pas un retour en arrière vers une CGT fantasmée, c'est ce qu'il nous faut faire aujourd'hui car cela correspond à la situation d'aujourd'hui. Ce n'est pas une démarche dogmatique mais une démarche pragmatique.

A l'opposé de tout corporatisme, nous devons être et rester les promoteurs de l'unité dans la CGT, à l'opposé du syndicalisme rassemblé qui, lui, a pour résultat un corporatisme dont le caractère unitaire avec les autres organisations syndicales est à géométrie variable suivant les professions. L'unité d'action dans la CGT, c'est forcément un projet politique interprofessionnel, et cela signifie aussi l'unité des travailleurs.

Mettre en œuvre ce projet nécessite la maîtrise de l'agenda, autrement dit dépasser les postures de défense sur telle ou telle attaque, même s'il nous faut toujours nous appuyer sur la colère exprimée par les salariés pour mettre le feu à la mèche. Nous devons ainsi poursuivre et élargir la dynamique que nous avons engagée l'an dernier le 27 avril, et la dynamique des marches pour l'emploi et la dignité, qui avait vocation à démontrer qu'une convergence des luttes est possible et nécessaire. Cette démarche est profondément unitaire, unitaire dans la CGT, elle vise à l'unité des travailleurs et non l'addition de sigles syndicaux ni la coïncidence des luttes mais leur convergence.

Un plan de travail a été adopté au travers de la motion d'actualité et des perspectives d'action validées par ces Assises, avec l'objectif de bloquer l'économie capitaliste de notre pays, l'arrêt de la machine à profit et à broyer l'Humain. Dans cette période particulière de reconfinement dû à la situation désastreuse de notre système de santé, l'heure n'est pas au repli ni à courber l'échine, mais au contraire à élargir, dans les têtes, l'analyse de classe. L'urgence absolue se situe dans la réouverture des lits et services hospitaliers fermés, elle se situe aussi dans un moratoire immédiat de tous les licenciements projetés. J'en oublie certainement.

Nous ne disons pas que la tâche est facile, nous disons qu'elle est nécessaire. Il nous faut convaincre nos camarades de travail, ceux que nous côtoyons au quotidien, qu'il ne faut plus nous limiter à nous défendre contre les conséquences, mais qu'il faut nous attaquer à la cause.

Nos racines de lutte sont profondes les camarades, nous ne partons pas de rien. Munis d'une vision claire de nos objectifs, soyons confiants en notre capacité à peser de manière décisive sur le cours des choses. Quand elle est unie sur un objectif commun, la classe des travailleurs est une force irrésistible, l'histoire sociale dans notre pays et dans les autres, l'a montré à de multiples reprises.

Gardons en mémoire cet esprit des Assises de Martigues, celui de notre volonté de changer de société, non pas de manière théorique, mais concrètement, avec un plan de luttes construit qui nous mènera, marche après marche, vers notre objectif. Plongeons nos forces dans la bataille des idées, scellons un pacte de solidarité pour nous retrouver dans les luttes à venir, avec la conviction qu'à la fin, c'est nous qui allons gagner.

Vive le syndicalisme de lutte de classe et vive la CGT.